Pourquoi la Chine n'a pas peur des États-Unis

Par Frank , 28 octobre 2026

Pourquoi la Chine n'a pas peur des États-Unis

Zhang Weiwei, l'État-civilisation et la lutte pour un ordre mondial multipolaire



Une analyse de la philosophie politique chinoise, de sa transformation économique, du défi lancé à l'hégémonie occidentale et des visions concurrentes de l'ordre international émergent. Fondée sur l'intervention du professeur Zhang Weiwei au Forum Est-Ouest d'Istanbul, le 26 septembre 2026, cette analyse est complétée par une étude historique, des recherches institutionnelles et des sources vérifiables de manière indépendante.

Par Frank Dumon

Introduction : un ordre mondial en transition

Le 26 septembre 2026, le politologue chinois Zhang Weiwei s'est exprimé devant le Forum Est-Ouest à Istanbul, où il a présenté son interprétation de la place de la Chine dans un système international en pleine mutation. Zhang, directeur de l'Institut de la Chine à l'université Fudan de Shanghai, participait à une discussion intitulée *Le monde en transition : la multipolarité et la fin de l'ordre libéral*. Parmi les autres participants figuraient des universitaires tels que Glenn Diesen, Anatol Lieven et Jagannath Panda. Le forum réunissait des intellectuels d'Europe, d'Asie et d'autres régions afin d'examiner l'évolution des relations entre les civilisations, les États et la puissance mondiale.

Sa thèse centrale était que le monde est déjà devenu multipolaire dans sa réalité économique et politique, même si les institutions régissant les relations internationales continuent de refléter une répartition antérieure du pouvoir. L'argument de Zhang va considérablement au-delà du constat habituel selon lequel la Chine est devenue une concurrente économique des États-Unis. Il soutient que la Chine représente une tradition politique et civilisationnelle différente, qui ne peut être correctement comprise à travers le cadre conceptuel de la démocratie libérale occidentale.

Selon son interprétation, l'essor de la Chine ne correspond pas simplement à l'émergence d'un nouvel État-nation puissant. Il représente la réapparition d'une civilisation ancienne sous la forme d'un État moderne technologiquement avancé, industriellement sophistiqué et politiquement unifié. Cette distinction est importante parce qu'elle remet en question une hypothèse qui a influencé les relations internationales occidentales depuis la fin de la guerre froide : l'idée selon laquelle la modernisation économique conduirait finalement à une convergence politique vers les institutions occidentales. Zhang estime que cette attente repose sur une mauvaise compréhension de l'histoire chinoise, de sa culture politique et de son art de gouverner.

Son argumentation soulève également des questions qui méritent un examen indépendant. L'expérience chinoise du développement démontre-t-elle l'existence d'un modèle alternatif viable de modernisation ? Un système international multipolaire peut-il devenir davantage coopératif plutôt que plus conflictuel ? Et la préférence déclarée de la Chine pour un développement pacifique correspond-elle systématiquement à son comportement dans les différends internationaux ? Pour comprendre ces questions, il convient de distinguer trois éléments : la transformation économique mesurable de la Chine, l'interprétation que Zhang donne de cette

transformation et les affirmations politiques qu'il formule concernant l'avenir de l'ordre international.

1. La Chine en tant qu'État-civilisation

L'une des contributions les plus originales de Zhang au débat politique contemporain est son concept d'État-civilisation. Dans les relations internationales conventionnelles, l'État-nation moderne est généralement compris comme une entité politique exerçant sa souveraineté sur un territoire et une population définis. Sa légitimité peut découler d'institutions constitutionnelles, de l'identité nationale, de la souveraineté populaire ou de la continuité historique. Zhang propose que la Chine ne puisse être décrite de manière adéquate à travers ce seul cadre.

Il identifie quatre caractéristiques qui distinguent le développement historique et politique de la Chine :

- Une population exceptionnellement nombreuse.
- Un territoire géographique immense.
- Une tradition historique continue s'étendant sur plusieurs millénaires.
- Un héritage culturel exceptionnellement riche et diversifié.

Il désigne ces caractéristiques sous le nom des « quatre super-caractéristiques ». Son cadre théorique plus large comprend également quatre particularités distinctives de la langue, de la politique, de la société et de l'économie chinoises. Pour Zhang, la caractéristique essentielle réside dans l'interaction entre une civilisation ancienne et les capacités institutionnelles modernes. L'héritage historique de la Chine ne constitue pas simplement un ensemble de monuments, de textes philosophiques et de pratiques culturelles. Il est présenté comme une source vivante de légitimité politique et de continuité administrative.

C'est pourquoi il oppose le système de gouvernance chinois au modèle électoral occidental. Selon sa formulation, les systèmes politiques occidentaux mettent l'accent sur l'élection, tandis que le système chinois combine sélection et élection, en s'appuyant sur une tradition plus ancienne de recrutement administratif et de promotion méritocratique. Cette distinction reflète un élément important de l'histoire politique chinoise.

Pendant des siècles, la Chine impériale a utilisé des systèmes d'examens pour recruter les fonctionnaires de sa bureaucratie. Ces institutions ont évolué au fil du temps et n'ont jamais été totalement à l'abri du clientélisme, des privilèges héréditaires ou des ingérences politiques. Néanmoins, elles ont contribué à établir

une tradition dans laquelle la compétence administrative et l'éducation occupaient une place centrale dans l'organisation de l'État.

Zhang considère la gouvernance chinoise contemporaine comme une adaptation moderne de cette tradition. Toutefois, la continuité historique ne démontre pas que la sélection politique actuelle fonctionne indépendamment du contrôle du parti. La Chine moderne est gouvernée par le Parti communiste chinois, qui conserve une autorité décisive sur les nominations politiques de haut niveau et sur le cadre institutionnel dans lequel se déroulent les élections.

La distinction entre compétence administrative et responsabilité démocratique est donc essentielle. Un gouvernement peut posséder une expertise technique considérable tout en offrant des possibilités limitées d'opposition politique. Inversement, un système électoral peut permettre le remplacement d'un gouvernement sans garantir une administration efficace. Il s'agit de dimensions différentes de la gouvernance, et aucune ne devrait dispenser d'examiner l'autre.

Dans un entretien accordé à Pankaj Mishra en février 2026, Zhang a approfondi son argumentation concernant l'État-civilisation, présentant les traditions politiques propres à la Chine comme une alternative à l'idée selon laquelle la démocratie libérale représenterait l'aboutissement de la modernisation politique. La signification profonde de sa théorie réside dans sa contestation de l'existence d'une voie universelle unique menant du développement économique à la modernité politique.

2. La fin du moment unipolaire

Le deuxième grand argument de Zhang concerne l'évolution de la répartition de la puissance mondiale. Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis ont occupé une position exceptionnellement dominante dans les affaires internationales. Les capacités militaires américaines, leurs institutions financières, leurs entreprises technologiques et leurs réseaux d'alliances ont conféré à Washington une influence qu'aucun concurrent individuel ne pouvait égaler.

Le système international demeurait néanmoins plus complexe qu'une simple hiérarchie. L'Union européenne, la Russie, la Chine, l'Inde et d'autres États conservaient d'importantes capacités économiques, diplomatiques ou militaires. Ce qui a changé au cours des décennies suivantes, c'est la répartition relative de la production économique et des capacités technologiques. La Chine est devenue l'une des principales puissances manufacturières et commerciales du monde. L'Inde a accru son poids économique, tandis que d'autres économies asiatiques ont développé des capacités industrielles et technologiques de plus en plus

sophistiquées.

Zhang souligne l'importance économique croissante des BRICS comme preuve que l'économie mondiale ne peut plus être comprise principalement à travers le G7. Cet argument exige une distinction statistique importante. Le produit intérieur brut mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA) tient compte des différences entre les niveaux de prix intérieurs. Le PIB mesuré aux taux de change du marché reflète, en revanche, la valeur internationale de la production exprimée en dollars et se révèle souvent plus pertinent pour évaluer la puissance financière transfrontalière. La Banque mondiale publie des ensembles de données comparatives distincts pour le PIB calculé en PPA, tandis que le Fonds monétaire international fournit des indicateurs économiques comparables à l'échelle internationale.

Par conséquent, toute affirmation selon laquelle les BRICS auraient dépassé le G7 doit préciser la composition de chaque groupe, l'année de référence et la méthode de calcul utilisée. Même lorsque les BRICS dépassent le G7 en production corrigée selon la parité de pouvoir d'achat, cela ne signifie pas qu'ils détiennent une part équivalente des infrastructures financières internationales, des monnaies de réserve, de la propriété intellectuelle technologique ou des capacités militaires.

La multipolarité économique n'est pas identique à la multipolarité stratégique. Néanmoins, le poids économique croissant des pays émergents soulève une question institutionnelle légitime : la prise de décision mondiale doit-elle continuer à refléter les rapports de force établis après la Seconde Guerre mondiale ? La réponse de Zhang est que la gouvernance internationale doit s'adapter aux nouvelles réalités de l'influence économique et politique.

La difficulté réside dans le fait que la multipolarité décrit la répartition de la puissance, mais ne détermine pas, en elle-même, la manière dont cette puissance sera exercée de façon responsable. Un monde comportant plusieurs grandes puissances peut offrir une plus grande souplesse diplomatique et réduire la dépendance à l'égard d'un seul État. Il peut également multiplier les occasions de rivalité, de formation d'alliances concurrentes et de conflits régionaux. Le résultat dépend des institutions, des accords et des décisions politiques qui accompagnent la redistribution du pouvoir.

3. La philosophie politique chinoise : unité, prospérité et patience stratégique

Zhang oppose deux grandes approches des relations internationales. Il caractérise la pensée géopolitique occidentale comme étant fréquemment organisée autour de la distinction entre amis et ennemis, tandis qu'il décrit l'art de gouverner chinois comme considérant les autres pays comme des amis ou des amis potentiels. Il associe cette approche à l'importance de la patience stratégique, de la planification à long terme et de l'évitement des confrontations militaires inutiles.

Parmi les influences historiques qu'il identifie figure *L'Art de la guerre* de Sun Tzu. Ce texte souligne l'importance stratégique du renseignement, de la préparation, du jugement politique et de la réalisation des objectifs sans combats inutiles. Zhang interprète cette tradition comme la preuve d'une préférence chinoise pour la limitation du recours à la force militaire. Il existe toutefois une distinction importante entre une tradition philosophique et le comportement historique des États.

L'histoire chinoise comprend de longues périodes de guerres internes, d'expansion territoriale, de conflits dynastiques et de confrontations militaires avec les puissances voisines. La République populaire de Chine a également participé à des conflits armés depuis sa fondation en 1949, notamment la guerre de Corée, la guerre contre l'Inde en 1962 et l'invasion du Vietnam en 1979. Ces événements ne diminuent pas l'importance de la retenue stratégique dans la pensée politique chinoise. Ils démontrent cependant que les principes philosophiques ne peuvent être considérés comme des preuves suffisantes d'un comportement national constant.

L'argument de Zhang est donc particulièrement utile lorsqu'il est compris comme une description de l'image diplomatique que la Chine souhaite donner d'elle-même et de sa doctrine stratégique, plutôt que comme une preuve que la Chine aurait historiquement évité les conflits militaires. La même distinction s'applique à son affirmation selon laquelle la Chine possède un seuil exceptionnellement élevé pour le recours à la force. Cette proposition exige des preuves historiques comparatives, une définition commune de la force militaire et un examen attentif des différends concernant les frontières et les revendications maritimes chinoises.

On peut néanmoins constater que les dirigeants chinois présentent fréquemment le développement, la stabilité et la souveraineté comme des priorités nationales interdépendantes. Dans cette perspective, une confrontation prolongée avec les États-Unis entraînerait des coûts économiques et stratégiques que la Chine a de bonnes raisons d'éviter. Cela fournit une explication plus concrète de la patience stratégique que la seule tradition culturelle.

4. Le développement comme source de légitimité politique

L'un des éléments les plus importants de l'argumentation de Zhang est l'accent qu'il met sur le développement matériel et social. Il associe la philosophie politique chinoise au principe confucéen selon lequel le gouvernement doit accorder la priorité aux conditions de vie de la population. Selon son interprétation, la légitimité politique ne repose pas uniquement sur la procédure par laquelle les dirigeants accèdent au pouvoir. Elle dépend également de la capacité du gouvernement à améliorer les conditions de vie, à assurer la sécurité et à maintenir le développement économique.

Cette distinction permet de comprendre pourquoi les responsables chinois mettent fréquemment l'accent sur les infrastructures, la réduction de la pauvreté, l'éducation et la modernisation industrielle lorsqu'ils évoquent les réalisations politiques de leur pays. Il existe des preuves considérables que la Chine a connu une transformation extraordinaire en matière de développement humain. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, l'indice de développement humain de la Chine est passé de 0,410 en 1978 à 0,752 en 2017. Son évaluation de février 2026 faisait état d'un IDH de 0,797 pour 2023, proche du seuil du développement humain très élevé.

L'indice de développement humain de la Chine

- **1978 0.410**
- **2017 0.752**
- **2023 0.797**

Source : rapports nationaux et régionaux du PNUD sur le développement humain. Les valeurs reflètent des évaluations historiques et peuvent différer des séries chronologiques révisées ultérieurement.

Ces chiffres témoignent d'améliorations majeures des revenus, de l'éducation et de l'espérance de vie au cours de plusieurs décennies. Ils montrent également pourquoi

l'expérience chinoise du développement suscite l'intérêt des pays qui recherchent des alternatives aux stratégies de développement occidentales conventionnelles. Plusieurs réserves sont toutefois nécessaires.

Premièrement, la transformation de la Chine ne peut être attribuée aux seules institutions politiques. Elle a également impliqué des réformes agricoles, l'industrialisation, les investissements étrangers, une production manufacturière orientée vers l'exportation, des transferts de technologie, l'épargne intérieure, l'éducation et l'intégration au commerce international.

Deuxièmement, les progrès nationaux globaux ne font pas disparaître les inégalités régionales, les pressions démographiques ou les coûts environnementaux. L'évaluation du PNUD de 2026 identifie précisément ces facteurs comme des défis persistants. Troisièmement, les performances économiques et les droits politiques doivent être évalués séparément. L'évaluation de Freedom House de 2025 décrit d'importantes restrictions à la concurrence politique, à la société civile indépendante, à la liberté des médias et à l'expression publique de la dissidence en Chine. Cette évaluation repose sur un cadre institutionnel fondé sur les droits, différent de la conception de la gouvernance de Zhang, orientée vers les résultats.

Ce contraste illustre un désaccord fondamental entre différentes traditions politiques. Une approche met particulièrement l'accent sur la responsabilité électorale et les libertés individuelles. Une autre accorde davantage d'importance au développement collectif, à la stabilité et à l'efficacité administrative. Ces priorités ne sont pas nécessairement incompatibles en principe. La question pratique est de savoir comment les institutions peuvent fournir des services publics tout en empêchant l'exercice arbitraire du pouvoir, la corruption et les abus d'autorité. Une comparaison sérieuse doit examiner à la fois les résultats matériels de la gouvernance et les mécanismes permettant aux citoyens de contester les décisions politiques.

5. L'initiative « la Ceinture et la Route » : les infrastructures comme instrument géopolitique

Zhang présente l'initiative « la Ceinture et la Route » (Belt and Road Initiative, BRI), également connue sous le nom de Nouvelles routes de la soie, comme l'une des expressions les plus concrètes de l'ordre international privilégié par la Chine. Plutôt que de s'appuyer principalement sur des alliances militaires, cette initiative cherche à renforcer la connectivité économique grâce aux transports, à l'énergie, à la logistique et à d'autres projets d'infrastructure. Son importance dépasse les contrats de construction individuels.

Les corridors ferroviaires, les ports, les réseaux électriques et les routes commerciales transfrontalières peuvent transformer la géographie économique de régions entières. Pour les pays enclavés d'Asie centrale, l'amélioration des liaisons de transport peut réduire la dépendance à un nombre limité d'itinéraires de transit et faciliter l'accès aux marchés internationaux. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'argument de Zhang selon lequel l'intégration régionale peut transformer des désavantages géographiques en possibilités économiques.

Il décrit une transition d'économies « enclavées » vers des économies « reliées par voie terrestre ». La Banque mondiale a étudié les avantages potentiels des corridors de transport de l'initiative « la Ceinture et la Route » et a constaté qu'une meilleure connectivité pouvait favoriser le commerce, les investissements et le bien-être économique. Elle identifie cependant également des risques importants liés à la viabilité de la dette, aux dommages environnementaux, aux marchés publics, à la corruption et au manque de transparence.

Ces conclusions sont importantes parce qu'elles permettent une évaluation plus précise qu'un éloge inconditionnel ou un rejet systématique. Un investissement dans les infrastructures n'est pas automatiquement bénéfique du seul fait qu'une voie ferrée, une autoroute ou un port a été construit. Sa valeur économique dépend de facteurs tels que le taux d'utilisation, les coûts de financement, les obligations d'entretien, la facilitation des échanges commerciaux et la répartition des avantages.

Par exemple, un corridor de transport peut améliorer considérablement le commerce régional tout en générant des revenus insuffisants pour assurer le remboursement de son financement. De même, un port peut devenir commercialement rentable tout en exposant le gouvernement du pays hôte à des risques contractuels ou financiers. L'affirmation de Zhang selon laquelle la BRI représente un nouveau modèle de coopération internationale doit donc être évaluée à travers les projets individuels et leurs résultats à long terme.

Les questions pertinentes comprennent notamment celles de savoir qui finance les infrastructures, qui en est propriétaire, qui les exploite, quelles entreprises obtiennent les contrats de construction et si la population du pays hôte bénéficie d'avantages économiques mesurables. L'initiative démontre que la Chine possède les capacités financières, industrielles et organisationnelles nécessaires pour entreprendre de grands projets de développement international. La question de savoir si ces projets produisent des relations internationales plus équitables doit être tranchée sur la base de preuves plutôt que présumée à partir de leurs objectifs déclarés.

6. L'ASEAN et l'intégration économique de l'Asie

Zhang présente les relations entre la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) comme un exemple de coopération régionale fondée sur l'interdépendance économique. Il souligne l'importance du dialogue, du respect de la souveraineté, de la patience stratégique et de la préservation du rôle diplomatique central des institutions de l'ASEAN. Des données économiques substantielles confirment l'importance de cette relation. Selon les statistiques officielles de l'ASEAN, la Chine est le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009, tandis que l'ASEAN est le premier partenaire commercial de la Chine depuis 2019.

Relations économiques entre l'ASEAN et la Chine, 2024

$772.4B Commerce bilatéral de marchandises

$19.3B Investissements directs chinois dans l'ASEAN

Source : Secrétariat de l'ASEAN, statistiques officielles des relations économiques.

Le commerce de marchandises représentait environ 20,1 % du commerce total de l'ASEAN en 2024. Ce degré d'intégration économique incite fortement la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est à maintenir des relations commerciales stables. Toutefois, l'interdépendance économique ne fait pas disparaître les différends géopolitiques. Plusieurs membres de l'ASEAN ont des revendications maritimes concurrentes avec la Chine en mer de Chine méridionale. Ces différends concernent la souveraineté territoriale, les droits maritimes, la pêche, les ressources énergétiques et la liberté de navigation.

En 2016, un tribunal arbitral constitué en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer a rendu une sentence dans une procédure engagée par les Philippines. Le tribunal s'est prononcé sur les droits maritimes et sur la légalité de certaines activités chinoises. La Chine a rejeté l'arbitrage et n'a pas participé à la procédure.

Le tribunal n'a pas tranché la question de la souveraineté sur les territoires terrestres contestés, mais ses conclusions conservent une importance juridique considérable. Cela constitue une mise à l'épreuve importante de l'interprétation de Zhang. Si la diplomatie régionale chinoise repose sur l'égalité et le respect mutuel, comment les désaccords doivent-ils être résolus lorsque les pays voisins interprètent différemment

le droit international ?

L'accent mis par la Chine sur les négociations bilatérales et sur une diplomatie centrée sur l'ASEAN doit être examiné parallèlement aux positions juridiques et aux préoccupations sécuritaires des différents États d'Asie du Sud-Est. L'intégration économique régionale et la concurrence stratégique peuvent coexister. L'expérience de l'ASEAN illustre donc à la fois les possibilités et les limites de l'ordre international coopératif décrit par Zhang.

7. La Chine, l'Inde et le problème des frontières historiques

Un autre sujet important abordé par Zhang lors de sa présentation à Istanbul concernait les relations entre la Chine et l'Inde. Il a évoqué l'héritage du tracé des frontières par la puissance coloniale britannique et soutenu que les différends frontaliers non résolus ne devraient pas entraver le développement économique et la coopération régionale. Cette position reflète une préférence diplomatique chinoise plus générale consistant à dissocier les désaccords territoriaux de longue durée des relations économiques immédiates.

Zhang suggère que certains différends pourraient être reportés pendant que les deux parties se concentrent sur le développement, permettant ainsi aux générations futures de négocier dans des circonstances plus favorables. Cette proposition soulève une question pratique : la coopération économique peut-elle créer une confiance mutuelle suffisante pour réduire le risque de conflit territorial ? L'expérience historique fournit des réponses contrastées. La Chine et l'Inde se sont affrontées lors d'une guerre frontalière en 1962, et leur frontière contestée est restée depuis lors une source récurrente de tensions. En juin 2020, des soldats des deux pays se sont affrontés dans la vallée de Galwan. Au moins vingt soldats indiens ont été tués, ainsi que des militaires chinois dont le nombre n'avait pas été confirmé au moment des premiers comptes rendus.

Cet incident a démontré que, même lorsque les gouvernements cherchent à éviter une guerre conventionnelle, des différends territoriaux non résolus peuvent provoquer des affrontements meurtriers. L'accent mis par Zhang sur la retenue et le dialogue est pertinent, mais sa présentation des confrontations frontalières comme de simples altercations physiques limitées risque d'en minimiser la gravité. Du point de vue indien, ces questions concernent également l'intégrité territoriale, les déploiements militaires, les infrastructures frontalières et la fiabilité des accords existants.

Un règlement durable exigerait une reconnaissance mutuelle des préoccupations de sécurité, plutôt que de s'appuyer sur l'interprétation des frontières historiques par un seul pays. Les implications géopolitiques plus larges sont considérables. La Chine et l'Inde sont toutes deux de grandes puissances asiatiques, dotées de populations nombreuses, d'un potentiel économique important et d'ambitions visant à accroître leur influence internationale. Leurs relations auront des conséquences sur le fonctionnement pratique des BRICS, le commerce régional et toute future architecture de sécurité asiatique. Un monde multipolaire ne peut être compris uniquement comme une redistribution de l'influence des États-Unis vers la Chine. Il doit également tenir compte des intérêts d'autres grandes puissances qui peuvent coopérer avec Pékin sur certaines questions tout en s'y opposant sur d'autres.

8. Les Nations unies et la signification du droit international

Zhang soutient que la réforme de l'ordre international devrait être fondée sur la Charte des Nations unies plutôt que sur des règles établies par certaines puissances occidentales. Cette distinction occupe une place centrale dans le débat diplomatique contemporain. La Charte des Nations unies reconnaît l'égalité souveraine des États, le règlement pacifique des différends et les restrictions concernant la menace ou l'emploi de la force. L'article 2, paragraphe 4, interdit aux États membres de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'autres États, sous réserve du cadre juridique de la Charte, notamment de la légitime défense et de l'autorisation du Conseil de sécurité.

La critique de Zhang porte sur la possibilité que des pays puissants interprètent les règles internationales de manière sélective, invoquant des principes universels lorsque cela leur convient, tout en s'en écartant lorsque leurs intérêts stratégiques sont en jeu. Cette critique s'inscrit dans un contexte historique important. Les États-Unis et plusieurs pays européens ont mené des interventions militaires dont la légalité, les objectifs politiques et les conséquences humanitaires restent contestés.

L'invasion de l'Irak en 2003, l'intervention en Libye en 2011 et l'histoire plus générale des actions militaires pendant la guerre froide constituent des exemples importants pour examiner les relations entre la puissance géopolitique et le droit international. Toutefois, les mêmes normes juridiques doivent être appliquées à tous les États. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, les revendications maritimes et les activités militaires chinoises, ainsi que les actions des puissances occidentales, doivent être examinées conformément aux règles juridiques pertinentes, plutôt qu'en fonction de

critères différents selon les alignements politiques.

Cela est particulièrement important lorsqu'on examine la distinction entre un ordre international centré sur les Nations unies et un ordre international dit « fondé sur des règles ». Ces deux concepts ne sont pas nécessairement incompatibles. De nombreuses règles internationales découlent de traités, du droit international coutumier et d'institutions créées dans le cadre du système des Nations unies ou parallèlement à celui-ci. La question fondamentale est de savoir si les États appliquent ces règles de manière cohérente et acceptent les contraintes qu'elles leur imposent. L'appel de Zhang à un respect plus rigoureux de la Charte des Nations unies soulève donc une question importante, mais la crédibilité de cette position dépend de l'acceptation des mêmes normes lorsqu'elles entrent en conflit avec les propres préférences stratégiques de la Chine.

9. Démocratie, responsabilité politique et finalité du gouvernement

La critique de Zhang à l'égard de la démocratie libérale occidentale ne se limite pas à ses conséquences internationales. Il remet également en question l'idée selon laquelle les procédures électorales devraient être considérées comme la mesure déterminante de la gouvernance démocratique. Il soutient que les élections sont des instruments plutôt que des objectifs politiques ultimes. Pour Zhang, les finalités du gouvernement comprennent la paix, le développement, la stabilité sociale et l'amélioration des conditions de vie. Cet argument remet en question une définition étroite de la démocratie fondée exclusivement sur des élections périodiques.

En effet, la qualité de la gouvernance ne peut être déterminée uniquement par la tenue d'élections. Des institutions efficaces, une justice indépendante, la responsabilité publique, la protection contre la corruption et la capacité de fournir des services essentiels sont également importantes. Pourtant, les élections remplissent une fonction institutionnelle particulière qui ne doit pas être négligée. Des élections concurrentielles permettent aux citoyens de remplacer les gouvernements sans violence. Des médias indépendants et des organisations de la société civile peuvent révéler des abus, tandis que les institutions judiciaires peuvent limiter l'exercice du pouvoir exécutif.

Lorsque ces mécanismes sont restreints, d'autres formes de responsabilité deviennent particulièrement importantes. L'approche de Zhang, axée sur les résultats, soulève par conséquent une question qui ne peut être résolue simplement en comparant les taux de croissance économique. Qui détermine si un

gouvernement a rempli ses obligations, et de quels recours effectifs disposent les citoyens lorsqu'il ne l'a pas fait ? Les réalisations de la Chine en matière de développement témoignent d'une capacité administrative et économique considérable.

Elles ne tranchent cependant pas, à elles seules, les débats sur le pluralisme politique, la liberté d'expression ou la légitimité d'un pouvoir concentré. De même, l'existence d'une concurrence électorale dans les pays occidentaux ne garantit ni une gestion économique efficace ni la confiance du public. Une analyse comparative doit donc distinguer la responsabilité électorale, les libertés civiles, la capacité administrative et les résultats socioéconomiques, plutôt que de traiter ces dimensions comme des mesures interchangeables.

C'est précisément sur ce point que la remise en question des présupposés politiques occidentaux par Zhang acquiert une importance intellectuelle, même pour les lecteurs qui n'adhèrent pas à ses conclusions. Elle encourage un examen plus approfondi des relations entre les institutions politiques et les objectifs pratiques qu'elles sont censées servir.

10. L'élargissement de l'OTAN, l'Ukraine et le dilemme de sécurité

Lors de sa présentation à Istanbul, Zhang a également abordé l'élargissement de l'OTAN et les origines de la guerre en Ukraine. Il a soutenu que les vagues successives d'élargissement de l'OTAN avaient contribué à la détérioration de la sécurité européenne et suggéré qu'une approche différente aurait peut-être permis d'éviter la crise. Cette interprétation s'inscrit dans un débat plus large sur l'architecture de sécurité européenne après la guerre froide. À la suite de la dissolution de l'Union soviétique, plusieurs États d'Europe centrale et orientale ont cherché à adhérer à l'OTAN, motivés en partie par leurs expériences historiques de domination soviétique et leurs préoccupations concernant leur sécurité future. L'OTAN s'est élargie en 1999, en 2004 et lors de vagues ultérieures. La Finlande a adhéré en 2023 et la Suède en 2024, à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022.

Du point de vue russe, l'expansion d'une alliance militaire dirigée par les États-Unis vers les frontières de la Russie a été présentée comme une menace pour sa sécurité stratégique. Du point de vue de nombreux gouvernements d'Europe centrale et orientale, l'adhésion à l'OTAN représentait au contraire une protection contre précisément le type de pression militaire qu'ils redoutaient de la part de la Russie.

Ces deux perceptions sont importantes pour comprendre le dilemme de sécurité.

Une mesure considérée comme défensive par un État peut être interprétée comme menaçante par un autre, entraînant une escalade des préparatifs militaires même lorsque les parties affirment rechercher la sécurité. Toutefois, expliquer cette dynamique ne démontre pas que l'élargissement de l'OTAN rendait l'invasion russe inévitable ou juridiquement justifiée. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine demeurent protégées par le droit international.

De même, la suggestion de Zhang selon laquelle l'arrêt de l'élargissement de l'OTAN après une vague antérieure aurait empêché la guerre ne constitue pas un fait historique démontrable. Il s'agit d'une interprétation contrefactuelle qui ne peut être vérifiée de manière concluante. Le débat porte donc sur les relations entre les décisions stratégiques, les menaces perçues, les échecs diplomatiques et la responsabilité du recours à la force. L'intervention de Zhang est importante parce qu'elle illustre la manière dont la pensée géopolitique chinoise accorde souvent une attention particulière aux préoccupations de sécurité des grandes puissances.

Pourtant, un système multipolaire doit également prendre en compte la souveraineté et les préférences sécuritaires des petits pays. Un ordre international stable ne peut dépendre exclusivement d'ententes entre les États les plus puissants si ces ententes ignorent les intérêts de leurs voisins. Il s'agit d'un défi fondamental pour toute alternative proposée à l'architecture de sécurité existante.

11. Donald Trump et la diplomatie entre grandes puissances

Les commentaires de Zhang sur Donald Trump offrent une autre perspective sur l'approche chinoise des relations internationales. Il a suggéré que Trump reconnaît l'importance de traiter directement avec les pays puissants et leurs dirigeants. Selon l'interprétation de Zhang, cela crée des possibilités d'engagement diplomatique entre Washington, Pékin et Moscou. L'idée sous-jacente est que la communication directe entre les grandes puissances peut réduire les malentendus et ouvrir la voie à des règlements négociés.

Historiquement, la diplomatie entre grandes puissances a joué un rôle important dans la gestion des crises internationales. La guerre froide offre des exemples tant de confrontation que de retenue négociée, notamment les accords de maîtrise des armements et les mécanismes de communication directe entre Washington et Moscou. Toutefois, une diplomatie principalement centrée sur les grandes puissances

comporte des risques. Les petits États peuvent craindre que leurs intérêts de sécurité soient subordonnés à des arrangements négociés sans leur participation.

Cette tension est particulièrement pertinente dans les discussions concernant l'Ukraine, Taïwan, la mer de Chine méridionale et l'avenir de la sécurité européenne. Un accord diplomatique peut réduire les tensions entre grandes puissances tout en créant de l'incertitude pour les pays directement concernés par ses dispositions. L'accent mis par Zhang sur le dialogue stratégique doit donc être considéré parallèlement au principe selon lequel les États souverains ont des intérêts légitimes dans les décisions affectant leur sécurité et leur intégrité territoriale. Le défi pratique consiste à combiner la communication directe entre grandes puissances avec une diplomatie inclusive et le respect du droit international.

12. Pourquoi la Chine n'a pas peur des États-Unis

Le titre de la vidéo originale suggère que le message central de Zhang est celui de la confiance chinoise face à la puissance américaine. Toutefois, le fond de son argumentation est plus complexe qu'une simple affirmation d'absence de crainte géopolitique. Sa position repose sur plusieurs propositions interdépendantes :

- Premièrement, la Chine possède une vaste économie intérieure, des capacités industrielles considérables et un réseau d'infrastructures hautement développé.
- Deuxièmement, les dirigeants politiques chinois évoluent dans un cadre historique et institutionnel qui, selon Zhang, favorise la planification stratégique à long terme.
- Troisièmement, la Chine entretient des liens économiques de plus en plus étroits avec des partenaires en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans d'autres régions.
- Quatrièmement, l'économie internationale se diversifie progressivement, réduisant ainsi la possibilité qu'un seul État puisse déterminer les résultats économiques mondiaux.
- Enfin, Zhang estime que les traditions civilisationnelles chinoises fournissent un cadre intellectuel permettant de rechercher une influence internationale sans nécessairement reproduire les structures d'alliances militaires associées à la puissance occidentale.

Ces propositions expliquent pourquoi il présente la Chine comme confiante dans sa position internationale à long terme. Cependant, la confiance n'est pas synonyme d'invulnérabilité. La Chine est confrontée à des changements démographiques, à des disparités économiques régionales, à des pressions environnementales et à des tensions concernant le commerce, la technologie et la sécurité nationale. Ses

partenariats internationaux diffèrent également considérablement par leur profondeur et leurs objectifs politiques. Les BRICS, par exemple, comprennent des pays aux intérêts stratégiques divergents. L'appartenance à ce groupe n'implique ni une alliance militaire commune ni un soutien uniforme à la politique étrangère chinoise. L'interdépendance économique de la Chine avec les États-Unis et l'Europe crée des possibilités de coopération tout en exposant toutes les parties aux perturbations résultant des restrictions commerciales et de la concurrence technologique.

La question n'est donc pas simplement de savoir si la Chine craint les États-Unis. Une question plus utile sur le plan analytique consiste à déterminer si la Chine possède une résilience économique, technologique, diplomatique et institutionnelle suffisante pour poursuivre ses intérêts sans permettre que la concurrence stratégique dégénère en confrontation militaire directe. La présentation de Zhang suggère qu'il en est convaincu. La réalisation de cette attente dépendra toutefois d'évolutions qui ne peuvent être établies par la seule philosophie politique.

13. L'Europe entre Washington et Pékin

Bien que la présentation de Zhang porte principalement sur la Chine et sur l'émergence d'un monde multipolaire, ses implications pour l'Europe sont considérables. Pendant des décennies, les politiques économiques et de sécurité européennes se sont développées dans un cadre transatlantique au sein duquel les États-Unis occupaient une position centrale. Parallèlement, les entreprises européennes se sont progressivement intégrées aux réseaux manufacturiers asiatiques et aux marchés chinois.

La relation qui en résulte se caractérise par un chevauchement d'intérêts économiques et stratégiques. L'Europe entretient des liens de sécurité étendus avec Washington tout en possédant d'importants intérêts commerciaux en Chine et dans l'ensemble de l'Asie. Cette situation entraîne des choix difficiles en matière de politique industrielle, de technologie, d'investissement, de commerce et de défense. Une politique d'intégration économique sans restriction peut créer des vulnérabilités lorsque des technologies ou des infrastructures critiques dépendent fortement de fournisseurs extérieurs.

Inversement, une séparation économique poussée peut augmenter les coûts, perturber les chaînes d'approvisionnement et réduire les possibilités de coopération scientifique et industrielle. La question centrale pour les responsables politiques européens est de savoir comment gérer ces considérations concurrentes tout en

préservant leur capacité à prendre des décisions indépendantes. Le concept d'État-civilisation de Zhang introduit une dimension supplémentaire. Si le système international devient plus diversifié, l'Europe sera de plus en plus confrontée à des pays qui rejettent l'hypothèse selon laquelle les institutions politiques occidentales constitueraient un modèle universellement applicable.

Cela n'exige pas que l'Europe abandonne ses propres principes constitutionnels. Cela exige toutefois une distinction claire entre la défense de ces principes sur son propre territoire et l'hypothèse selon laquelle d'autres sociétés organiseront nécessairement leurs institutions politiques de la même manière. L'engagement diplomatique peut reconnaître les différences politiques sans impliquer une approbation de toutes les politiques menées par un autre gouvernement. De même, la coopération économique ne doit pas nécessairement faire disparaître les préoccupations légitimes concernant les droits de l'homme, la sécurité ou le droit international. Le défi de l'Europe consiste à élaborer des politiques capables de concilier ces objectifs plutôt que de les considérer comme automatiquement incompatibles.

14. De la concurrence géopolitique à la prospérité partagée

L'élément le plus ambitieux de la présentation de Zhang concerne la possibilité de remplacer une géopolitique conflictuelle par un ordre international organisé autour du développement et de la coopération. Sa vision met l'accent sur les infrastructures, le commerce, l'intégration régionale, la patience stratégique et la reconnaissance des différentes traditions politiques. Ces principes répondent à de véritables problèmes des relations internationales contemporaines.

Les confrontations militaires détournent des ressources du développement économique et social. Les insuffisances en matière d'infrastructures limitent les possibilités commerciales. Les inégalités institutionnelles peuvent affaiblir la confiance dans les organisations internationales. Parallèlement, les projets économiques coopératifs peuvent créer des incitations à entretenir des relations pacifiques. Toutefois, l'interdépendance économique n'empêche pas automatiquement les conflits. Avant la Première Guerre mondiale, les économies européennes étaient déjà profondément liées par le commerce, la finance et les investissements.

Ces relations n'ont pas empêché la confrontation militaire. De même, l'existence d'échanges commerciaux considérables entre la Chine et les États-Unis ne fait pas disparaître les différends concernant la technologie, la sécurité ou l'influence

régionale. La paix exige davantage que des échanges commerciaux. Elle dépend d'institutions crédibles, d'accords négociés, de mécanismes efficaces de gestion des crises et de l'acceptation de limites au recours à la force. Un futur ordre multipolaire devra également concilier des interprétations concurrentes de la souveraineté.

Les grandes puissances soulignent fréquemment l'importance de la souveraineté lorsqu'elles défendent leurs propres intérêts, mais peuvent l'interpréter différemment lorsqu'elles traitent avec les États voisins. Un cadre international cohérent doit protéger la souveraineté des petits pays aussi bien que celle des grandes puissances. La Charte des Nations unies fournit une base juridique commune à cet objectif, même si son efficacité dépend de sa mise en œuvre et de la volonté des États membres d'accepter les contraintes qu'elle impose. L'accent mis par Zhang sur la paix et le développement constitue donc une contribution importante au débat sur l'ordre international. La question non résolue est de savoir comment traduire ces principes en institutions qui demeurent efficaces lorsque les États puissants sont en désaccord.

Conclusion : l'avenir de l'Asie et les choix auxquels le monde est confronté

Zhang Weiwei a conclu sa présentation à Istanbul par une comparaison historique. Il a suggéré qu'il y a un siècle, l'Europe représentait le centre établi des affaires mondiales, que l'Amérique incarnait l'avenir et que l'Asie demeurait associée à une période historique antérieure. Aujourd'hui, a-t-il soutenu, cette relation est en train de changer : l'Europe représente le passé, l'Amérique le présent et l'Asie l'avenir.

Cette formulation résume une transformation importante de l'économie mondiale. L'Asie est devenue un centre majeur de la production manufacturière, du commerce international, du développement technologique et de l'expansion des classes moyennes mondiales. Le développement de la Chine a joué un rôle essentiel dans cette transformation, mais l'histoire asiatique dans son ensemble comprend également l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Asie du Sud-Est et d'autres économies dotées de systèmes politiques et d'intérêts stratégiques distincts.

L'Asie ne constitue pas un acteur géopolitique unique. De même, l'expansion de l'influence économique asiatique n'implique pas nécessairement la disparition des capacités européennes ou américaines. L'ordre international futur sera probablement caractérisé par des relations complexes entre plusieurs grands centres économiques et politiques plutôt que par un simple transfert du leadership mondial d'un pays à un autre. Le concept d'État-civilisation de Zhang remet en question la conviction selon

laquelle la modernisation doit nécessairement conduire à une convergence politique.

L'importance qu'il accorde au développement soulève des questions sur la manière dont les gouvernements devraient être évalués. Son soutien à la multipolarité met en évidence le décalage croissant entre certaines institutions internationales héritées du passé et l'évolution de la répartition de la puissance économique. Dans le même temps, ses affirmations concernant la retenue chinoise, le droit international et la gouvernance exigent le même examen critique que celui qui devrait être appliqué aux récits politiques occidentaux.

La question centrale n'est pas de savoir si une civilisation devrait en remplacer une autre au sommet d'une hiérarchie internationale. Il s'agit de déterminer si des États aux histoires, aux institutions politiques et aux intérêts stratégiques différents peuvent établir un système dans lequel la coopération demeure possible sans exiger une uniformité idéologique. Un tel ordre devrait permettre la concurrence économique, les désaccords politiques et la prise en compte des préoccupations légitimes de sécurité des grands comme des petits États.

Il devrait également reconnaître que le développement, la responsabilité politique, la souveraineté et la paix sont des objectifs interdépendants mais distincts. La présentation de Zhang propose une interprétation de la manière dont cette transformation pourrait se dérouler. Son importance durable réside dans les questions qu'elle soulève concernant la légitimité politique, la continuité historique et l'organisation de la puissance internationale. L'émergence d'un monde multipolaire ne constitue pas, en elle-même, une garantie de justice ou de stabilité accrues. Ses conséquences dépendront des principes et des institutions par lesquels les États choisiront de gérer leur interdépendance croissante.

Sources et références

Les sources suivantes fournissent les documents primaires, les données institutionnelles et les perspectives alternatives utilisés dans cet article. Tous les liens renvoient aux publications originales ou aux ressources de données correspondantes.

Source	Publication et URL
Présentation originale	Zhang Weiwei, Pourquoi la Chine n'a pas peur des États-Unis, Vidéo YouTube

Source	Publication et URL
Université Fudan, 2026	Zhang Weiwei au Forum Est-Ouest d'Istanbul
Université Fudan, 2025	L'État-civilisation comme métarécit
Zhang Weiwei et Pankaj Mishra, 2026	La Chine et le monde à venir
Banque mondiale	Classement des PIB fondé sur la parité de pouvoir d'achat
FMI	Données économiques sur la Chine
PNUD, 2026	Suivi du développement humain en Chine
PNUD	Données et documentation sur le développement humain
Banque mondiale	Gestion des risques de l'initiative « la Ceinture et la Route »
Banque mondiale	Économie de l'initiative « la Ceinture et la Route » : possibilités et risques
Secrétariat de l'ASEAN	Relations économiques entre l'ASEAN et la Chine
Cour permanente d'arbitrage	Affaire d'arbitrage concernant la mer de Chine méridionale
Nations unies	Charte des Nations unies
Freedom House, 2025	Chine : la liberté dans le monde
OTAN	Historique des adhésions et de l'élargissement de l'OTAN
Commission d'examen des relations économiques et sécuritaires entre les États-Unis et la Chine	Le conflit à la frontière sino-indienne

Note éditoriale : Cet article distingue les interprétations de Zhang Weiwei des évolutions documentées de manière indépendante. Certaines affirmations formulées dans le discours original, notamment les chiffres précis concernant les BRICS, le financement de l'initiative « la Ceinture et la Route » et la retenue militaire, ne peuvent être acceptées sans réserves méthodologiques ou historiques supplémentaires. La liste des sources fournit une base pour poursuivre les vérifications, mais ne signifie pas que chaque affirmation du discours original a été confirmée de manière indépendante.